

La Commission d'Examen des Pratiques Commerciales a été conçue comme une instance de dialogue entre fournisseurs et distributeurs et comme un observatoire des pratiques convenables (« bonnes pratiques ») ou condamnables.

On évoquera rapidement pour mémoire quelques modifications qui pourraient être utilement apportées aux dispositions des articles R. 440-1 s. du Code de commerce :

- symétrie dans la désignation des magistrats de l'ordre administratif et de l'ordre judiciaire ;
- élargissement à des acteurs économiques tels que les diffuseurs (centrales, commissionnaires...);
- statut des représentants de « domaines d'activité particulier » ainsi que des membres des chambres d'examen ;
- conditions de majorité tenant compte de l'imparité ;
- modalités de l'anonymat pour renforcer la confidentialité.

On focalisera sur les modifications qui pourraient être apportées au rôle même de la Commission d'Examen des Pratiques Commerciales dans la perspective d'une simplification et d'un assouplissement des règles gouvernant les relations entre fournisseurs et distributeurs.

La simplification du dispositif actuel du titre IV pourrait se traduire par un allègement des dispositions pléthoriques et souvent redondantes de l'article L. 442-6 C. com. visant les abus dans la relation fournisseur-distributeur, au profit d'une plus grande implication de la Commission d'Examen des Pratiques Commerciales dans la définition des mauvaises pratiques.

Cette implication pourrait se manifester :

- dans les avis rendus à la suite de saisines et, à ce titre, pourrait être aménagée la saisine de la Commission d'Examen des Pratiques Commerciales par le juge ;
- dans la lecture faite chaque année des décisions judiciaires.

L'assouplissement du dispositif actuel pourrait conduire à renforcer le rôle de la Commission d'Examen des Pratiques Commerciales :

- dans la recherche d'un traitement conventionnel des oppositions entre acteurs économiques : promotion d'accords interprofessionnels, établissement de chartes ou de codes de bonne conduite tels que préconisés dans le rapport de Mme Hagelsteen ;

- dans la reconnaissance (« parere ») d'usages ou de pratiques commerciales coutumières (cf. le rôle de certains organismes internationaux tels que la CCI dans l'établissement de tels usages).

Ces aménagements pourraient conduire à modifier la composition de la Commission d'Examen des Pratiques Commerciales notamment en organisant une plus large participation de magistrats et de manière générale de juristes.